



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2880  
13 octobre 2023  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme**



MOHAMMED SALEM REUTERS

Gaza bombardée, le 9 octobre.

## **Inflation**

**Les faux-semblants  
du gouvernement**

Page 6

## **Le 7 octobre à la Mutualité**

**“Pour une perspective  
communiste révolutionnaire”**

Pages 8, 9

**Guerre au Moyen-Orient**

- L'occasion d'une mise en condition 3
- Les grandes puissances cautionnent les bombardements 3
- Une politique terroriste d'État 4
- Gaza: état de siège permanent 4
- L'État d'Israël, instrument de l'impérialisme 5
- Des interdictions scandaleuses 5

**Leur société**

- Hausse des prix: la dictature des capitalistes 6
- Accidents du travail: le gouvernement aide les patrons à ne pas payer 6
- Indemnités chômage: moins que le minimum 6
- BCE: le parasitisme des banques 6
- Arrêts maladie: nouvelles restrictions 7
- Mortalité infantile 7
- Pénurie de médicaments 7
- Éducation: Attal, l'art de parler pour ne rien faire 10
- Lycée Élixa-Lemonnier - Paris 10
- Collège Schoelcher - Kourou 10
- Paris: le préfet interdit les distributions alimentaires 10
- Mayotte: pénurie d'eau et cherté de la vie 11
- Restos du Cœur: une société qui craque 11
- Punaises de lit: mensonges et incurie 11
- Aide médicale d'État: qui ruine la Sécurité? 11
- Communes: l'assurance assure ses profits 12
- Pesticides: système empoisonné 12
- Besançon: jeunes migrants à la rue 12

**Meeting du 7 octobre**

- Les discours de Jean-Pierre Mercier et de Nathalie Arthaud 8 et 9

**Dans les entreprises**

- Valeo - Étampes
- Automobile: de l'électricité dans l'air 13
- Ehpad - Sauveterre 13
- Aéroports et autoroutes: c'est l'usager qui paye 13
- Ophtalmologie Les Sables-d'Olonne 13
- La Poste - Paris-Brune 14
- La Redoute Quai 30 Watrelos 14
- Marelli - Argentan 15
- Saverglass - Arques 15

**Dans le monde**

- Afghanistan: l'impérialisme plus meurtrier qu'un séisme 16
- Union européenne: répression anti-migrants 16
- Groënland: des femmes réclament réparation 16

**Agenda**

- Les fêtes régionales de Lutte ouvrière 3

# Israéliens et Palestiniens, dans le piège sanglant créé par l'impérialisme

Le Moyen-Orient est à l'image d'un monde soumis à la domination impérialiste de la bourgeoisie: un immense brasier. Après l'Irak et la Syrie, la guerre embrase de nouveau Israël et Gaza, menaçant toute la région d'une nouvelle conflagration.

Cette situation a été créée par les manœuvres des puissances impérialistes, au siècle dernier, où elles découpaient le monde en traçant les frontières garantissant leur hégémonie. Et le Moyen-Orient, riche en pétrole, était l'objet de toutes leurs convoitises.

C'est ainsi que les Palestiniens et les immigrants juifs se sont retrouvés au milieu d'un champ de bataille. Les premiers vivaient sous la domination britannique, déjà contestée par la puissance américaine. Quant aux seconds, ils arrivaient dans la région, fuyant les pogroms antisémites ou rescapés des camps d'extermination.

Il y avait de la place pour les deux peuples. Mais les prétendus protecteurs de la région n'ont rien fait pour favoriser cette coexistence. Ils ont, au contraire, joué un peuple contre l'autre, pour assurer leur influence.

En 1948, les États-Unis soutinrent la création d'Israël en tant qu'État juif. Les Palestiniens en furent chassés en masse, transformés en réfugiés à vie dans des camps surpeuplés ou en citoyens de seconde zone en Israël. Les Israéliens devinrent les gardiens de cette prison.

Les Palestiniens ont été spoliés de leurs terres, expulsés de leurs maisons et enfermés, notamment dans cette prison à ciel ouvert qu'est Gaza. Les deux millions de Gazaouis sont collectivement punis par un blocus qui leur impose des conditions de vie innommables, quand leurs immeubles ne sont pas bombardés par l'armée d'Israël. Cette politique a un nom: le terrorisme d'État.

Dans les deux camps, les politiques nationalistes ont contribué à porter au pouvoir les plus extrémistes. En Israël, Netanyahu gouverne désormais avec les ultranationalistes religieux et racistes. Son gouvernement a intensifié la colonisation de la Cisjordanie, aggravé les mesures d'apartheid et encouragé les milices d'extrême droite à terroriser les Palestiniens.

À cette terreur d'État, le Hamas a opposé une politique qui mène les Palestiniens dans l'impasse. Celle-ci ne témoigne pas seulement d'un mépris pour la vie des civils israéliens, mais aussi de la vie de son propre peuple, les Palestiniens de Gaza, de nouveau soumis à l'enfer des

bombardements. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas le choix car le pouvoir du Hamas s'exerce comme une dictature.

Si le Hamas a soudé nombre de Palestiniens derrière lui, c'est qu'il est le seul à sembler offrir une issue à la révolte qui bouillonne dans la jeunesse palestinienne. Mais la politique du Hamas, comme celle de Netanyahu, ne fait que creuser un fossé de sang entre les deux peuples.

Ces soixante-quinze années de politiques nationalistes de part et d'autre, des plus modérées aux plus extrémistes, ont conduit à la situation terrifiante actuelle. Elles démontrent qu'un peuple qui en domine un autre ne peut vivre en sécurité, ni être un peuple libre.

Le drame, c'est que les pires nationalistes sont encouragés par le climat guerrier créé par la guerre en Ukraine et les discours belliqueux des

dirigeants des grandes puissances. C'est vrai en Azerbaïdjan, au Haut-Karabakh, ou au Kosovo, où s'affrontent Albanais et Serbes.

Contre cette évolution catastrophique, affirmons que des peuples différents, parlant des langues différentes et ayant des coutumes ou des religions différentes, peuvent parfaitement vivre côte à côte. Ils l'ont souvent fait au cours des siècles passés.

Pour y réussir, il faut combattre les dirigeants actuels de la société, et d'abord la bourgeoisie impérialiste qui dresse

les peuples les uns contre les autres. Diviser pour régner est la base de sa politique de domination. Ne marchons pas!

Ni les peuples ni les travailleurs n'ont d'intérêt à ces divisions. Ils partagent tous la même aspiration à vivre en paix. Il leur faut trouver un terrain d'entente. Et celui-ci existe dans le fait qu'ils partagent tous une vie de labeur, une vie d'exploitation. Nos dirigeants nous rassemblent dans l'exploitation, ne les laissons pas nous diviser!

Partout, il y a, comme ici, des travailleurs en butte à leurs gouvernants. Assimiler le peuple palestinien à la politique du Hamas, ou identifier les Israéliens à la politique de Netanyahu et des colons est aussi stupide que ranger les Français derrière Macron.

En Israël, des travailleurs palestiniens et israéliens travaillent souvent ensemble. Il faut qu'ils retrouvent la conscience de leurs intérêts communs. Seule cette fraternité de classe pourra créer l'élan susceptible de dépasser les haines accumulées au cours de décennies d'affrontements.

Nathalie Arthaud



MOHAMMED SALEM REUTERS

À Gaza.

## L'occasion d'une mise en condition

Dès l'annonce de l'attaque du Hamas sur le territoire israélien, les dirigeants des grandes puissances, de Biden à Macron, suivis en France de la majorité des responsables politiques et des journalistes, ont fait bloc derrière le gouvernement israélien.

Alors qu'avec Netanyahu les relations étaient plutôt froides, Biden a immédiatement apporté son « soutien inébranlable » à Israël, son plus fidèle gendarme au Moyen-Orient. Nombre de dirigeants politiques français, LR, PS, EELV, plusieurs ministres ou encore la présidente de l'Assemblée nationale, ont participé à la manifestation organisée le 9 octobre par le Conseil représentatif

des institutions juives de France (CRIF), en « solidarité avec Israël contre le terrorisme ». Au même moment, plusieurs préfets interdisaient des manifestations de soutien à la population palestinienne.

Quant aux chaînes de télévision, qui ignorent toute l'année le sort des Palestiniens enfermés dans la prison à ciel ouvert qu'est Gaza ou expulsés de leurs terres ou de leurs maisons

en Cisjordanie, elles ont abondamment rapporté les témoignages, forcément bouleversants, d'habitants israéliens victimes de l'assaut meurtrier du Hamas.

Les événements sont dramatiques, tant pour la population israélienne que pour la population gazaouie qui en subit les conséquences. Mais, pour tous ces dirigeants politiques, journalistes et autres experts autoproclamés, l'affaire est simple : puisque le Hamas a attaqué, en tuant des civils et en prenant des otages, il s'agit d'une attaque terroriste qu'il faut punir. Que la punition « terrible »



SIPA OREN ZIV

L'armée israélienne autour de Gaza, le 9 octobre.

## Les grandes puissances cautionnent les bombardements

« Nous imposons un siège total contre la ville de Gaza. Il n'y a pas d'électricité, pas de nourriture, pas d'eau, pas de carburant. Tout est fermé. Nous combattons les animaux humains et nous agissons en conséquence » : voilà en quels termes le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant a parlé des Palestiniens.

Qu'un membre du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu fasse une telle déclaration n'est pas une surprise. Elle est bien significative de la politique du gouvernement israélien. Traiter les Palestiniens comme s'ils étaient « des animaux », il le fait en fait depuis bien longtemps, bien avant l'attaque du 7 octobre : les conditions de vie des habitants de Gaza sont catastrophiques depuis des décennies, en particulier

depuis 2006 du fait du blocus israélien.

Le ministre de la Défense compte sur l'appui de la population israélienne, qui est sous le coup de l'émotion après les attaques aveugles du Hamas. Mais les familles palestiniennes qui se retrouvent sous les bombes israéliennes, sans eau, sans électricité, n'en sont aucunement responsables. Elles ne sont pas plus que la population israélienne ne l'est de la politique de Netanyahu

qui aboutit à la négation du droit des Palestiniens à une existence normale.

Parmi les dirigeants occidentaux, personne n'a même fait semblant de s'indigner des propos tenus par Gallant. Il n'y a pas eu un mot de leur part pour dire, comme l'a fait une organisation humanitaire, Human Rights Watch, que cette déclaration était une « invitation à commettre des crimes de guerre », ce qu'elle est pourtant. Mais comment s'en étonner ? Une fois de plus on ne peut que constater que l'indignation des dirigeants des pays impérialistes est à géométrie très variable.

Aline Retesse

annoncée par Netanyahu soit subie par la population de Gaza, enfermée, prise sous un déluge de bombes, privée d'eau, d'électricité, de nourriture, n'a pour eux aucune importance. De son côté, l'Union européenne, après d'autres pays, a immédiatement annoncé la suspension, puis seulement la « révision » des aides versées aux Territoires palestiniens.

Comme lors de l'invasion de l'Ukraine par l'armée de Poutine, comme lors des attentats de 2015 à Paris, les populations sont ainsi sommées de serrer les rangs derrière un prétendu camp des démocraties, aujourd'hui incarné par Israël, qui en tant que démocratie – mais pour qui ? – serait menacé par un camp des terroristes.

Tous ceux qui osent rappeler les responsabilités écrasantes des dirigeants israéliens, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui, dans l'oppression des Palestiniens et l'engrenage qui a conduit à cette nouvelle guerre sont mis en accusation, assimilés à des antisémites ou à des apologistes du terrorisme. En France

comme dans les autres pays occidentaux, les gouvernements et leurs soutiens saisissent ainsi l'occasion offerte par l'attaque du Hamas pour appeler à une sorte d'unité politique derrière eux, leurs généraux et leurs armées, au nom de « valeurs » qui sont en fait celles du maintien de leur domination sur le monde. C'est une intimidation à laquelle il ne faut pas céder.

La solidarité avec le peuple palestinien opprimé, l'hostilité aux méfaits de l'impérialisme ne peuvent pas non plus amener à approuver l'attaque menée par le Hamas avec ses méthodes et à voir dans cette organisation et son action les vengeurs du peuple palestinien. Sa politique n'est que l'autre face du piège dans lequel sont enfermés les deux peuples. Le seul camp qu'il faut défendre est celui des travailleurs et de leurs intérêts communs par-delà les frontières, avec l'idée qu'ils ne pourront compter que sur eux-mêmes pour s'émanciper. C'est le seul qui peut offrir une issue.

Xavier Lachau

## Fêtes régionales de Lutte ouvrière

### Tours

Samedi 14 octobre de 14 h 30 à minuit  
Salle des fêtes de Saint-Pierre-des-Corps  
Débat avec Nathalie Arthaud à 18h45

### Grenoble

Samedi 14 octobre à partir de 14 h 30  
Salle des fêtes d'Échirolles

### Reims

Dimanche 15 octobre à partir de 11 heures  
Salle Rossini

### Le Mans

Samedi 21 octobre de 17 heures à minuit et demie  
Salle Pierre Guédou  
Quartier du Miroir

### Besançon

Samedi 4 novembre à partir de 15 heures  
Grand Kursaal

Débat avec Nathalie Arthaud à 17 h 30

### Dijon

Dimanche 5 novembre à partir de 12 heures

Espace Jean Bouhey à Longvic

Débat avec Nathalie Arthaud à 16 heures

### Compiègne

Samedi 11 novembre à partir de 16 heures  
Salles des fêtes de Margny-lès-Compiègne

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 18 h 30



## Une politique terroriste d'État

Samedi 7 octobre, le Hamas a déclenché une offensive de grande ampleur contre Israël. Après avoir tiré plusieurs milliers de roquettes depuis la bande de Gaza, des commandos ont réussi à s'infiltrer en Israël par voie terrestre, aérienne et maritime, cherchant à tuer aveuglément les hommes, femmes et enfants qu'ils rencontraient, faisant plus de 1 200 morts et 2 400 blessés. Plus d'une centaine de personnes seraient retenues comme otages à Gaza.

Du côté du gouvernement israélien et de l'état-major, la surprise semble avoir été totale. La barrière sécurisée ultramoderne construite autour de Gaza était réputée infranchissable et son installation avait coûté des milliards de dollars. La majorité des commandos du Hamas sont cependant passés par le poste-frontière d'Erez, point de passage destiné aux civils palestiniens, dont ils ont réussi à prendre le contrôle. Ils sont aussi parvenus à se rendre maîtres du quartier général de la division de Gaza, ce qui a désorganisé les troupes israéliennes.

La responsabilité de cette nouvelle guerre qui vient d'éclater incombe en premier lieu au gouvernement israélien. Son Premier ministre,

Benjamin Netanyahu, est revenu au pouvoir en décembre 2022 en constituant le gouvernement le plus à droite de l'histoire du pays, formé avec des partis religieux ultranationalistes et ouvertement racistes. Vis-à-vis des Palestiniens, Netanyahu n'a fait qu'aggraver la répression et développer la colonisation en Cisjordanie.

Au-delà de la politique menée ces derniers temps par Netanyahu et l'extrême droite, c'est la politique menée par tous les gouvernements israéliens depuis 1948, consistant à spolier les Palestiniens de leurs terres et à leur refuser le droit à une existence nationale, qui est responsable des affrontements guerriers qui ensanglantent la



Construction du mur de fer entre Israël et Gaza.

région à intervalles réguliers. Loin de garantir la sécurité des Israéliens comme ses dirigeants l'ont toujours prétendu, cette politique a alimenté la colère des Palestiniens et un légitime sentiment de révolte. Après le bref intermède ouvert par les accords d'Oslo en 1993-1995, l'intransigeance affichée par les gouvernements israéliens a poussé les plus désespérés des Palestiniens à se tourner vers les organisations intégristes et notamment le Hamas. En misant sur ses actions militaires, celui-ci a réussi à apparaître comme la seule organisation prête à se battre contre l'occupant.

L'État israélien a répondu à l'attaque du Hamas par un terrorisme aussi aveugle que le sien mais à une échelle bien plus grande. Son aviation et son artillerie ont bombardé massivement Gaza. Des immeubles résidentiels, y compris de grandes tours, ainsi que des écoles et des bâtiments de l'ONU ont été détruits. Le ministère palestinien de la Santé à Gaza faisait déjà état, lundi 9 octobre, de 690 morts, dont 20 enfants, et de 3 700 blessés. Le ministre israélien de la Défense a déclaré que les deux millions de Gazaouis seraient soumis à un «*siège complet*», les privant d'eau, d'électricité, alors que la population subit

déjà un blocus sévère depuis seize ans. Le gouvernement prépare probablement une invasion terrestre du territoire, qui connaît ainsi une cinquième guerre en moins de vingt ans.

Depuis la création d'Israël, ses dirigeants ont cherché à convaincre sa population que sa sécurité serait assurée en montrant la force de son armée, voire en construisant des barrières sécurisées, pour faire accepter aux Palestiniens qu'il a chassés de leurs terres cette situation d'oppression. La nouvelle guerre qui vient d'éclater montre que cela ne mène qu'à des affrontements sans fin.

Marc Rémy

## Gaza : l'état de siège permanent

Un peu plus de deux millions de Palestiniens vivent entassés dans la bande de Gaza, sur une superficie à peine 50% plus grande que celle de la ville de Marseille, enfermés entre la mer et une clôture de haute sécurité dotée de tours de surveillance.

La plus grande partie d'entre eux sont des descendants des réfugiés palestiniens qui ont fui pendant la guerre de 1948, qui a donné naissance à l'État d'Israël. La population de la bande de Gaza, territoire occupé entre 1967 et 2005, n'a vu la fin de l'occupation israélienne que pour connaître

un triple blocus terrestre, maritime, aérien.

En effet, depuis 2007, depuis que le Hamas après avoir gagné les élections locales s'est hissé au pouvoir dans le territoire, un blocus a été imposé à la population, tant par Israël que par l'Égypte. Plus de la moitié des habitants vivent sous le seuil

de pauvreté, le chômage est à plus de 50% et touche principalement les jeunes. Espace, eau, électricité, travail, santé, écoles, tout manque à Gaza. Agriculteurs et pêcheurs ont été privés par le blocus de leurs moyens de subsistance et seuls 17 000 habitants ont obtenu un permis de travail en Israël qui leur inflige, chaque jour, de pénibles et humiliantes heures d'attente pour passer les points de contrôle.

La situation des Gazaouis, comme celle des autres Palestiniens dont le droit à vivre de leur travail sur leur terre est bafoué depuis plus de cinquante ans, a fait naître bien des révoltes, en particulier dans la jeunesse. La politique agressive des dirigeants israéliens, la situation d'apartheid qu'ils imposent en Cisjordanie, à Jérusalem-Est, à Gaza comme vis-à-vis de la population arabe d'Israël-même, la colonisation qui a rompu la continuité du territoire, en rendant

illusoire même l'idée d'un État palestinien, tout ne peut qu'entretenir cette révolte. La seule perspective offerte à ces révoltes, le nationalisme visant la création d'un État palestinien, s'est avérée une impasse.

De promesse en promesse, et d'accord en accord, la perspective d'une telle solution politique s'est éloignée. Après les accords d'Oslo, signés entre 1993 et 1995, le mirage qu'était le «*processus de paix*» entamé sous l'égide des travaillistes israéliens d'Itzak Rabin et de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) de Yasser Arafat s'est évanoui. Le maintien d'une situation d'oppression a abouti d'un côté à la droitisation accélérée du régime israélien, et de l'autre au discrédit des dirigeants politiques palestiniens, réduits en fait au rôle d'administrateurs et de policiers, pour quelque cinq millions d'habitants des territoires occupés.

La permanence de l'oppression et de l'état de guerre entretenus par les dirigeants israéliens a été le terreau du développement au sein de la population palestinienne des courants nationalistes, voire intégristes islamistes se voulant plus radicaux et contestant l'OLP. Celui du Hamas en fait partie. Encouragé au départ par le pouvoir israélien, afin de contrer l'influence de l'OLP, le Hamas s'est renforcé à mesure de l'échec de la politique de celle-ci. Les choix des dirigeants israéliens, de Sharon à Netanyahu, ont ainsi abouti à favoriser, parmi les courants nationalistes palestiniens, ceux dont la politique était la plus opposée au «*processus de paix*». Mais ils ont ainsi contribué à faire apparaître les hommes du Hamas comme les seuls combattants représentant le peuple opprimé, et menant la lutte en son nom.

Viviane Lafont



Rafah, au sud de Gaza, après un bombardement israélien le 8 octobre.

## L'État d'Israël, instrument de l'impérialisme

Les États impérialistes qui dominent le monde soutiennent Israël dans sa guerre contre Gaza. Non seulement les moyens de l'armée israélienne sont sans commune mesure avec ceux des quelques milliers de combattants du Hamas, en particulier grâce à l'aide américaine, mais les États-Unis ont envoyé leur porte-avions le plus moderne, un croiseur, quatre destroyers et quelques sous-marins au plus près du conflit.

Il ne s'agit pas là de défendre la démocratie contre le terrorisme, ni le droit à l'existence du peuple juif, mais bien de défendre l'ordre impérialiste dont Israël est devenu le bras armé dans cette partie du monde.

Cela ne s'est pas fait en un jour. Le Moyen-Orient, auparavant sous domination ottomane, a échoué après la Première Guerre mondiale à la France et à la Grande-Bretagne. Elles y tracèrent des frontières à leur convenance, réprimant féroce les sentiments nationaux des populations. Parallèlement, à partir de 1917, l'impérialisme anglais favorisa l'immigration juive en Palestine, y voyant un contrepoids possible à l'influence croissante des nationalistes arabes.

Le mouvement sioniste, qui prônait l'installation juive en Palestine, au départ très minoritaire, prit une autre résonance avec la Deuxième Guerre mondiale et l'extermination

des Juifs. Le départ pour la Palestine, la construction d'un État juif semblaient alors l'unique solution à des survivants dont toute la famille, tout le passé, toutes les attaches avaient disparu. Des centaines de milliers d'entre eux partirent pour le Moyen-Orient, sans aucune aide des grandes puissances et même contre leur volonté, particulièrement contre celle de la Grande-Bretagne qui contrôlait encore la Palestine.

### Du mouvement sioniste à la création d'Israël

Pour gagner un pays et un État, les militants sionistes créèrent des groupes armés, usèrent de la diplomatie et des attentats. En fin de compte, la Grande-Bretagne remit son mandat à l'ONU en février 1947. Puis, en novembre, l'ONU vota, en accord avec toutes les grandes puissances y compris l'URSS de Staline, le partage de la Palestine entre un État juif

et un État arabe. Les deux parties refusèrent ce partage et une première guerre commença entre les milices sionistes et les États arabes voisins, au cours de laquelle, le 14 mai 1948, la création de l'État d'Israël fut proclamée. La guerre s'acheva, en novembre, par l'agrandissement du territoire israélien et sa reconnaissance de fait par les grandes puissances. Quant à l'État arabe palestinien envisagé, il n'allait pas voir le jour, la partie restante de la Cisjordanie et Gaza étant occupées par la Jordanie et l'Égypte.

Dans de nombreux villages palestiniens, la population fut expulsée, forcée de quitter les lieux pour s'installer dans des camps où ses descendants vivent toujours, au Liban, en Jordanie ou dans la bande de Gaza. Quelles qu'aient été les prétentions socialistes de nombre de jeunes pionniers d'Israël, leur enthousiasme et leur foi, les dirigeants sionistes de l'époque construisirent un État pour les seuls Juifs, contre les Palestiniens. Ils le firent même contre la volonté de l'ensemble des peuples de la région et sautèrent sur la première occasion de le démontrer aux yeux du monde. Après que, le 26 juillet 1956, l'Égypte de Nasser nationalisa le canal de Suez, la France



Camp de réfugiés palestiniens après leur expulsion en 1948.

### Des textes à lire ou à relire

- **Les Palestiniens : histoire d'un peuple qui a Israël pour adversaire et les États arabes comme ennemis** (CLT n°2, 25 novembre 1983)
- **L'impérialisme français au Moyen-Orient** (CLT n°20, 24 octobre 1986)
- **Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite** (CLT n° 67, 2 février 1996)
- **Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en géôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique** (CLT n° 109, 1<sup>er</sup> février 2008)
- **Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme** (CLT n°137, 14 novembre 2014)

et la Grande-Bretagne envoyèrent des troupes pour s'y opposer. Israël participa à l'opération militaire, gagnant ses galons de défenseur de l'ordre impérialiste dans la région.

### Bras armé de l'impérialisme

Depuis cette époque, au cours de multiples guerres contre ses voisins et en brimant systématiquement la population palestinienne, les gouvernements d'Israël ont volontairement mis leur pays en situation de camp assiégé, même victorieux. C'est ce qui fait sa valeur aux yeux des dirigeants impérialistes et son utilité pour les aider à dominer cette région pleine d'importance stratégique et économique. Les dictatures des pays arabes, même acquises à l'impérialisme, sont fragiles et toujours à la merci d'une explosion venant de leur population pauvre, voire d'une révolution. L'État d'Israël en revanche s'appuie sur une population convaincue de devoir se placer par nécessité vitale dans le camp occidental et prête à se battre pour cela. L'État israélien, supposé appartenir par nature à ce camp, a toujours bénéficié d'une abondante aide financière et militaire de l'impérialisme et a soutenu toutes ses exactions.

En contrepartie, les dirigeants de l'impérialisme

laissent les mains libres aux gouvernements israéliens et racontent l'histoire à leur façon. En France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, contrées où l'antisémitisme eut longtemps pignon sur rue, la découverte de l'horreur des camps ne troubla guère la société pendant 25 ans. Mais, à mesure que la sécurité des exploitations pétrolières devenait cruciale, les régimes arabes instables, et que l'armée d'Israël se révélait apte à faire planer sa menace sur tout le Moyen Orient, les puissances impérialistes se découvrirent de grands protecteurs du droit à l'existence du peuple juif. L'extermination dans les camps nazis fut rebaptisée du terme religieux d'holocauste pour effacer les véritables raisons du massacre, produit d'une société capitaliste en crise. Le soutien sans faille à Israël, quoi que fasse son gouvernement, devint une constante de la politique des dirigeants occidentaux, comme le démontre encore une fois le déferlement pro-israélien actuel.

Les dirigeants de l'impérialisme et leurs porte-voix ne défendent pas les Juifs en armant Israël. Ils défendent leur ordre, au prix non seulement de la vie des Palestiniens, mais aussi de celle des Israéliens.

Paul Galois

## Des interdictions scandaleuses

Pour le gouvernement Macron, aucune voix discordante ne doit se faire entendre sur la guerre en cours au Moyen-Orient. Aidé de tous les moyens d'information, il somme la population de se taire ou de s'aligner derrière la position du gouvernement israélien.

Toutes les manifestations de protestation prévues en France contre les bombardements sur Gaza ont été interdites, quels qu'en soient les organisateurs. Le rappel du sort fait depuis des dizaines d'années au peuple palestinien est taxé de propagande antisémite. Ceux qui demandent, bien modestement, que les résolutions de l'ONU soient appliquées, comme les députés de LFI,



En mai 2021, à Paris.

sont voués aux gémonies. Le NPA est même accusé d'apologie du terrorisme et risque d'être poursuivi en justice.

Lutte ouvrière affirme sa solidarité avec le NPA de même qu'avec LFI, objets de ces menaces d'un gouvernement qui voudrait que tout le monde se sente du côté de l'armée israélienne, au moment où elle fait pleuvoir un déluge de

feu sur Gaza.

Comme le dénonce Nathalie Arthaud dans un tweet du 11 octobre « toutes les têtes qui dépassent sont menacées d'être coupées, un aperçu de ce qui nous attend en période de guerre. Ne nous laissons pas embriquer ! Les grandes puissances impérialistes ont contribué à fabriquer cette situation terrifiante. Elles continuent aujourd'hui ! »

## Hausse des prix : la dictature des capitalistes

Alors que chaque passage au supermarché ou à la pompe est une source d'angoisse pour des millions de personnes, les députés viennent de décider... d'avancer de six semaines les négociations entre industriels et distributeurs!

Depuis des mois, les industriels de l'agroalimentaire, comme Danone, Nestlé ou Bigard, et les patrons de la grande distribution, Leclerc, Intermarché et les autres, s'accusent mutuellement d'être responsables de la hausse des prix en gonflant les leurs. Chaque année, entre janvier et mars, des négociations se déroulent entre eux pour fixer les prix d'achat des différents produits. Ces tractations entre maquignons reviennent à se partager les profits. Si les industriels prennent trop de marges, les distributeurs doivent rogner les leurs ou augmenter encore plus les prix, au

risque de ne plus vendre. Début 2023, ces tractations avaient abouti à une hausse moyenne de 17% dans l'alimentaire. Selon les secteurs et les époques, le bras de fer tourne à l'avantage des fabricants ou des commerçants.

Pour défendre leur fromage, ces derniers n'hésitent pas à se poser en défenseurs des consommateurs. Ainsi, Thierry Cotillard, patron d'Intermarché, accuse-t-il « les fabricants de biscuits de refuser la négociation », alors que « le prix du blé dur a chuté de 15% ». En réalité, tous sont des profiteurs. Quels que soient les résultats des tractations

entre eux, les travailleurs au début de la chaîne, les consommateurs à l'autre bout – eux-mêmes des travailleurs – sont volés. Avancer les négociations de six semaines ne changera rien à cela.

Le gouvernement, qui prétend combattre l'inflation, ne fait que brasser du vent car il ne veut rien imposer aux capitalistes, les seuls décideurs en matière de prix. Bruno Le Maire a ainsi gagné le surnom de « Bruno demande », car il ne cesse de demander respectueusement aux industriels de réduire leurs marges ou aux distributeurs de carburants de vendre à prix coûtant. Avec le succès que l'on sait.

Après avoir éclaté de rire quand les ministres leur ont demandé de vendre le carburant « à perte », les marchands d'énergie ont accepté de vendre à prix coûtant. Mais même cela, ils le feront s'ils le veulent bien. Ainsi, Patrick Pouyané, PDG de TotalEnergies, a-t-il menacé lors d'une inauguration à Lyon, le 6 octobre, de mettre un terme au plafonnement du carburant à 2 euros le litre si le gouvernement reconduisait la contribution exceptionnelle sur les profits pétroliers.

Ce n'est même pas un odieux chantage, c'est l'affirmation que c'est lui qui commande.

Xavier Lachau



## Indemnités chômage : moins que le minimum

La réforme de l'Assurance chômage de 2021 a conduit à une baisse drastique de l'indemnisation des chômeurs.

Ainsi, d'après les propres chiffres de l'Unedic, près de la moitié de ceux qui sont indemnisés touchent actuellement moins que l'allocation minimale journalière de 31,59 euros; 11% des chômeurs touchent même moins que les 18,18 euros de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), pourtant réservée à ceux qui sont en fin de droits.

En fait, cette allocation minimale journalière porte mal son nom. Elle n'a rien

d'un minimum et elle doit au contraire ne pas dépasser 75% du salaire journalier de référence (SJR). Or ce SJR a subi les charcutages de la réforme de l'Assurance chômage. Son nouveau mode de calcul divise la rémunération des deux dernières années par le nombre de jours calendaires, travaillés ou non, alors que précédemment le nombre pris en compte était celui de jours travaillés. Cela pénalise particulièrement

les travailleurs ayant subi des interruptions d'activité. Ainsi, un demandeur d'emploi ayant travaillé huit mois au smic se retrouve aujourd'hui avec 668 euros d'allocation mensuelle. En moyenne, suite à la réforme de l'Assurance chômage, les allocations ont baissé de 17% alors même que les prix explosent.

L'Unedic se dit satisfaite : alors que ses comptes étaient dans le rouge depuis 2009, elle affiche aujourd'hui un solde positif de 4,4 milliards d'euros produit en vidant les poches des chômeurs.

Christian Bernac

## Accidents du travail : les patrons aidés à ne pas payer

Profitant du vote à l'Assemblée nationale du prochain plan de financement de la Sécurité sociale, le PLFSS, le gouvernement vient au secours des patrons qui seraient condamnés pour faute inexcusable dans le cadre d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.



Le terme de faute inexcusable signifie clairement que la justice, qu'on ne peut qualifier de révolutionnaire, a jugé que le patron a violé les règles élémentaires de sécurité et de protection de la santé des travailleurs inscrites dans la loi.

Mais voilà maintenant ce que dit l'exposé des motifs de la loi à son article 39 : « En cas de faute inexcusable de l'employeur, l'employeur ne sera pas seul à supporter la charge financière d'un préjudice... déjà en partie couvert par la rente AT-MP (accident du travail-maladie professionnelle) ». Comme le

dénonce dans un communiqué l'Andeva, l'Association nationale des victimes de l'amiante, indignée par ce mauvais coup, cela va conduire à diminuer de façon considérable la compensation financière due par le patron pour avoir violé la loi et provoqué le handicap ou la mort du salarié. D'ailleurs, le gouvernement reconnaît lui-même, avec un cynisme affiché, qu'il veut ainsi répondre à une jurisprudence de la Cour de cassation. En janvier 2023, celle-ci avait en effet conclu qu'on ne pouvait pas limiter l'indemnisation des victimes de fautes inexcusables des employeurs.

Le gouvernement met maintenant dans la loi l'exact contraire, ce qui diminuera encore le peu que pouvaient recevoir de leur patron les victimes ou leurs proches. Le gouvernement tient à se faire le défenseur des délinquants patronaux qui sacrifient la santé et la vie des travailleurs.

Paul Sorel

## BCE : le parasitisme des banques

144 milliards d'euros dérobés aux coffres de la Banque centrale européenne (BCE) représentent-ils le casse du siècle? Non, c'est juste le tribut annuel versé par la BCE aux banques commerciales européennes, en toute légalité et sécurité.

Celles-ci disposent en effet de 3 657 milliards d'euros sous forme de « réserves excédentaires » déposées à la BCE. Ces réserves ont explosé avec l'avalanche de liquidités déversées sur les marchés financiers ces dernières années par la Banque centrale. Il s'agissait prétendument d'inciter les banques à financer « l'économie réelle », à investir dans la production. Mais la bourgeoisie a moins que

quiconque confiance dans sa propre économie. Et une grande partie de ces liquidités ont donc repris le chemin... de la Banque centrale où elles sont aujourd'hui rémunérées à un taux d'intérêt de 4%, ce qui garantit à ces banques privées une rente annuelle de près de 150 milliards.

Pour les travailleurs, une banque ne fait jamais de cadeau et le moindre découvert se paye lourdement. Il est difficile d'imaginer une banque qui vous inonde d'argent et vous rémunère ensuite grasement pour le laisser dormir sur votre compte. La bourgeoisie, avec les banques centrales, a su élever ce monument à son parasitisme.

C. B.

## Arrêts maladie : nouvelles restrictions

Dans son projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024, le gouvernement veut s'attaquer un peu plus aux arrêts maladie des salariés, en les soumettant encore plus au bon vouloir du médecin envoyé... par leur patron.

La situation est pourtant déjà très problématique pour les travailleurs. Beaucoup de salariés viennent au travail alors qu'ils sont malades, soit parce que, à cause des jours de carence, s'arrêter leur coûte trop cher, soit parce que, étant précaires, ils craignent de perdre leur emploi. De plus, s'ils ont moins d'un an d'ancienneté, ils ne touchent la plupart du temps que 50% de leur salaire en cas d'arrêt. Selon la caisse de retraite complémentaire Malakoff

Humanis elle-même, les travailleurs prennent en moyenne moins d'un quart des arrêts maladie auxquels ils ont droit.

Cela ne suffit pas à ce gouvernement aux petits soins pour le grand patronat. Il veut en effet rendre possible la suppression du versement des indemnités journalières aux travailleurs malades sur la base d'un simple visite d'un médecin envoyé par le patron. Jusqu'à présent, l'employeur pouvait déjà envoyer son propre

médecin visiter le malade pour pouvoir contester l'arrêt de travail et essayer de ne pas payer sa part de complément de la rémunération du salarié. Désormais c'est toute l'indemnité de la Sécurité sociale qui pourrait sauter sur la foi de l'avis du médecin patronal, avec, cerise sur le gâteau, le risque que le malade doive rembourser ce qu'il aurait commencé à toucher.

Après les attaques sur les allocations chômage, cette mesure s'inscrit dans le cadre de la campagne du gouvernement contre les travailleurs qu'il cherche à présenter comme des fainéants, ne rêvant que d'arrêt maladie ou de chômage. En juin, le ministre des Finances Le Maire a même demandé : « Est-ce que quelque chose justifie que les arrêts maladie aient augmenté de 30% au cours des dix dernières années ? »

Bien sûr que oui, quelque chose le justifie, et ce sont notamment les reculs imposés aux travailleurs par le gouvernement et le patronat. Du fait du recul de l'âge de la retraite, de plus en plus de salariés travaillent de plus en plus longtemps et de plus en plus dur, comme le montre l'explosion du nombre des TMS (troubles musculo-squelettiques).

Mais un des rôles des gouvernements est justement de cacher combien la courbe des arrêts maladie est étroitement liée à celle des profits et de l'exploitation!

Arnaud Louvet



Le service Neonat de l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis en grève, en décembre 2022.

## Mortalité infantile : retour en arrière

Une étude de l'Insee souligne que, depuis 2015, la mortalité infantile en France est devenue supérieure à la moyenne européenne, alors qu'elle était l'une des plus basses d'Europe à la fin du 20<sup>e</sup> siècle.

Alors qu'ailleurs dans l'Union européenne, la mortalité infantile continue de diminuer, bien que plus lentement, en France la baisse de la mortalité néonatale (avant 28 jours) est particulièrement ralentie depuis vingt ans.

Divers facteurs sont à l'œuvre. Les progrès de la médecine ont permis à des prématurés de survivre un temps, l'âge plus élevé des femmes enceintes accroît aussi les naissances à risque. Mais il y a surtout la précarité sociale des femmes qui accouchent. La part des accouchements couverts par l'assurance maladie recule, tandis qu'augmente celle des accouchements pris en charge par l'aide médicale d'État. La proportion de sans-abri parmi les femmes qui accouchent s'accroît, notamment en Île-de-France. Avec un taux de 5%, la Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre, est le plus mal loti. Selon l'Observatoire

régional de santé (ORS) Île-de-France, cette région représente plus du quart de l'ensemble des décès des enfants de moins de 1 an en France. Certaines parties de l'Île-de-France sont en effet des déserts médicaux où il y a peu de pédiatres et un faible accompagnement des parents, faute de moyens.

Mais la situation est bien pire outre-mer. Le taux est de 8,9% à Mayotte, 8,2% en Guyane, 8,1% en Guadeloupe, 7,2% en Martinique et 6,7% à La Réunion.

Des médecins font le lien entre le niveau de pauvreté alarmant de certains départements et les conséquences : un taux d'allaitement plus faible, une plus grande importance de l'obésité chez les parents et un tabagisme plus fréquent, autant de facteurs qui augmentent le risque pour l'enfant. Cela se passe dans un pays considéré comme riche...

Jacques Fontenoy



## Pénurie de médicaments : choix rentables pour les capitalistes

Le 3 octobre, l'Agence nationale de sécurité des médicaments (ANSM) a activé un plan hivernal face aux pénuries. Au cours de l'hiver dernier, des antibiotiques, des corticoïdes, le paracétamol et bien d'autres médicaments en ont connu de plus ou moins longues, et cela n'a fait qu'empirer depuis.

La principale cause n'est pas liée aux épidémies, même si bien sûr celles-ci accélèrent les pénuries, mais au choix des industriels de rechercher le profit. Quand les trusts choisissent d'arrêter la fabrication de molécules, c'est principalement parce qu'ils ne la jugent pas assez

rentable. Le laboratoire Astellas a par exemple annoncé en février 2023 l'arrêt de la production d'un antibiotique, la Josacine. D'autres médicaments disparaissent des pharmacies françaises parce qu'ils sont envoyés vers d'autres pays où ils sont vendus plus cher. Sans

compter que, comme n'importe quelle autre production industrielle, les médicaments sont produits à flux tendu et que les laboratoires ont délocalisé cette production là où la main-d'œuvre est la moins chère. Chacune des étapes qui président à la mise sur le marché d'un médicament est déterminée par la recherche... de la rentabilité.

Le gouvernement Macron prétend convaincre des industriels, à coups de millions d'euros, de placer

leur usine ici plutôt qu'ailleurs. Cela ne changera rien aux molécules qui ne sont plus produites, ni aux quantités insuffisantes en pharmacie. Le gouvernement propose un plan « Innovation Santé 2030 » de 7,5 milliards d'euros pour convaincre les capitalistes du secteur pharmaceutique de produire davantage en France. Cet été, le ministre de la Santé a aussi proposé d'augmenter de 10% les prix de l'amoxicilline, l'antibiotique le plus prescrit en

France, pour en rendre la production « attractive ».

Ce n'est pas le déplacement d'un pays à un autre qui changera la logique capitaliste qui génère tensions et ruptures de stocks.

En Europe comme en Asie, seul le contrôle des travailleurs sur la production pharmaceutique pourrait permettre qu'elle soit réalisée dans des conditions dignes, et à la hauteur des besoins de la population.

Charles Legoda



Le meeting de Lutte ouvrière à Paris, le 7 octobre, salle de la Mutualité, a été un succès, réunissant un public enthousiaste de près de 1200 personnes. Après une courte déclaration sur les événements en cours depuis le matin même au Moyen-Orient, Jean-Pierre Mercier et Nathalie Arthaud ont pris la parole et nous publions des extraits de leurs interventions.

## Jean-Pierre Mercier : “La guerre sociale contre les travailleurs”

Alors que les bruits de bottes se font de plus en plus assourdissants, il y a une autre guerre que les capitalistes et leurs gouvernements poursuivent, de plus en plus violemment, de plus en plus ouvertement : c'est la guerre sociale contre les travailleurs.

Elle se déroule sur plusieurs fronts : l'inflation, l'intensification de l'exploitation, les coupes claires dans les budgets des services publics, l'aggravation de la répression contre les mouvements de protestation, la mise au pas de la population travailleuse.

### Les mesures contre les chômeurs s'attaquent à tous les travailleurs

Le chômage reste aujourd'hui un cancer social qui ronge la société. Il n'y a qu'au gouvernement qu'ils font semblant de l'ignorer. D'ailleurs la loi qu'ils sont en train de discuter au Parlement en ce moment s'appelle loi « Plein emploi »... dont la mesure phare est d'obliger les chômeurs allocataires du RSA à travailler gratuitement au moins 15 heures par semaine ! Cela donne la nausée de voir les macronistes et la droite, à grands coups de leçons de morale, expliquer que les chômeurs doivent avoir « pas seulement des droits mais des

devoirs ».

Des droits ? Quels droits ont-ils, à part celui de survivre avec une allocation de 607,75 euros par mois ? On se croirait revenus au 19<sup>e</sup> siècle, quand les bourgeois expliquaient que la pauvreté était due à la paresse et à l'oisiveté des travailleurs !

Cette réalité du chômage, elle est aussi bien présente dans la vie des travailleurs en activité, parce que les patrons comptent sur la crainte du chômage pour faire accepter les chaînes qui accélèrent, les cadences de plus en plus démentes, les équipements de sécurité absents, les temps de transport invraisemblables, les comportements méprisants et insultants de la maîtrise...

### Salaires réels en baisse, profits en hausse

Les bourgeois ont ouvert la boîte de Pandore de l'inflation, et chacun d'entre eux entend bien profiter de l'aubaine pour rafler le maximum de profits, en se moquant éperdument des conséquences, non seulement sur la population, ce qui est le cadet de leurs soucis, mais sur leurs propres affaires. Car, à terme, cette explosion de l'inflation pourrait mener l'économie vers une récession majeure.

Grâce à l'aggravation de

l'exploitation, grâce au taux élevé de chômage, grâce aux centaines de milliards d'euros d'argent public offerts en cadeau aux capitalistes pour les soutenir, et maintenant grâce à l'inflation, les profits explosent malgré la crise. L'augmentation de la richesse des capitalistes, en quelques années seulement, peut être illustrée par un seul fait. Avez-vous déjà entendu parler du « *fmic* » ? C'est la « *fortune minimale d'insertion dans le classement* », du magazine *Challenges*, qui publie chaque année le palmarès des 500 plus grandes fortunes du pays. Eh bien il y a vingt ans, le 500<sup>e</sup> du classement avait un patrimoine professionnel de 5 millions d'euros. Cette année, le 500<sup>e</sup> du classement a un patrimoine de... 235 millions.

La remontée de la conscience, et donc des luttes collectives, est d'autant plus indispensable que la vie de la société tout entière se dégrade, et va se dégrader d'autant plus vite que le monde se prépare à la guerre.

Quand l'État français annonce un budget militaire de 413 milliards, à un moment où paraît-il l'argent public se fait rare, cela va se ressentir immédiatement sur le budget des services publics – pourtant déjà profondément



dégradés.

Les services publics n'ont jamais eu comme finalité de rendre service à la population, mais au contraire à la bourgeoisie. Les infrastructures mises en place par l'État permettent de fournir à la classe capitaliste des travailleurs éduqués, grâce à l'école publique, et en état de travailler, grâce aux hôpitaux et au système de santé en général. L'existence des services publics sert en fait à compenser – avec l'argent des travailleurs eux-mêmes – le montant insuffisant des salaires. Les travailleurs subissent donc la double peine : ils gardent les bas salaires, mais profitent de moins en moins des services qui permettraient de les compenser un peu.

Avec les tensions internationales, cette situation va s'aggraver. C'est bien tout cela qu'on nous prépare, dès maintenant. Regardez comment le gouvernement vient de changer son fusil d'épaule, c'est le cas de le dire, sur le

SNU, ce fameux « *service national universel* » qui sent à plein nez le rétablissement, petit à petit, du service militaire. Apprendre à la jeunesse à marcher au pas et la mettre au garde-à-vous devant le drapeau de l'impérialisme français, voilà leur programme !

### Renverser le capitalisme

Le capitalisme est tellement rongé par la crise qu'il se dirige tout droit vers la déflagration, et le prolétariat, la seule force qui serait capable d'éviter cette catastrophe, n'a aujourd'hui ni la conscience ni la direction politique dont il a besoin pour le faire.

Bien sûr, il nous faudra nous battre pour défendre nos conditions de vie, nos salaires, nos emplois, notre droit à une vie digne. Mais cela ne suffira pas. Le renversement du capitalisme est la seule issue à la fois pour sauver notre peau en tant que travailleurs et pour offrir un autre avenir à la société tout entière.

# Nathalie Arthaud : "Pour une perspective communiste révolutionnaire!"

Ceux qui aspirent à changer cette société doivent se poser la seule question qui vaille : quelle classe sociale doit diriger ? La bourgeoisie ou le prolétariat ? Pour nous, qui restons communistes au sens premier du terme, la réponse est évidente !

On nous taxe souvent d'utopistes, parce qu'il y a un gouffre entre cette perspective révolutionnaire et la faiblesse actuelle de la combativité du monde du travail. « Pourquoi les travailleurs n'arrivent plus à s'organiser et à agir collectivement ? », nous demande-t-on. « Pourquoi ce mélange d'indifférence et de résignation ? »

Toutes ces questions taraudent ceux qui sont conscients de l'immense force qu'auraient les travailleurs s'ils décidaient de se lancer ensemble dans le combat. Le problème de fond, c'est que les travailleurs sont piégés par un système où la règle est « marche ou crève ». Ils ne manquent pas de courage. Car il en faut du courage pour enchaîner les journées de travail épuisantes et faire face aux mille et un problèmes décuplés, aujourd'hui, par la flambée des prix. Dans les pays les plus pauvres, combien d'exploités mènent une lutte héroïque, juste pour survivre ?

Les moments de révolte collective et les soulèvements de masse ont toujours été rares, dans toutes les sociétés d'exploitation. Mais quand ils éclatent, ils peuvent tout changer. Alors, être révolutionnaire c'est conserver sa confiance dans les opprimés, y compris quand ils ne se battent pas. C'est avoir la conviction que tant qu'il y aura des oppressions, il y aura des révoltés et des révoltes. Celles-ci surgissent dans des moments exceptionnels mais c'est pour ceux-là qu'il faut faire exister la perspective révolutionnaire.

## Une conscience politique à reconstruire

Mais le plus important, c'est l'autre partie du problème, c'est la question de la conscience politique des travailleurs. Et c'est là que les militants que nous sommes, et le parti que nous voulons

développer, ont un rôle irremplaçable à jouer.

Il faudra être capables de reconstruire un parti qui rende les travailleurs fiers d'appartenir à la grande classe internationale des prolétaires. Fiers de porter les idées les plus radicales, fiers d'avoir un idéal, fiers d'être de ceux qui changeront le monde ! J'en profite d'ailleurs pour dire que, bien sûr, Lutte ouvrière se présentera aux élections européennes qui auront lieu en juin prochain, avec une liste conduite par Jean-Pierre et moi-même, pour défendre cette perspective communiste, révolutionnaire, internationaliste.

Aujourd'hui la bourgeoisie agite les idées nationalistes contre les intérêts des travailleurs. Elle les brandit pour dresser les peuples les uns contre les autres, au nom de leur nationalité ou de leur religion. Et elle les brandit plus que jamais face aux migrants.

On ne peut reprocher à personne d'aller là il y a du travail, là où il pourra vivre et faire vivre sa famille. Ce n'est pas seulement une question de solidarité, c'est une question d'intérêts communs. L'exploitation des travailleurs des pays pauvres et les ravages de la finance, du chômage et de la misère dans les pays dits développés sont les deux faces du même système d'exploitation. Nous sommes liés dans un sort commun.

Tous les politiciens, au pouvoir ou dans l'opposition, répètent « qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Mais la misère se combat ! Notre seule chance de combattre la misère du monde et de la supprimer, c'est d'avoir ces femmes et ces hommes avec nous, dans

notre camp. Soudée dans le combat quotidien contre l'exploitation et dans cette perspective, la classe ouvrière peut être une force révolutionnaire irrésistible.

Les idées nationalistes sont à la base des politiques protectionnistes et souverainistes dont l'extrême droite n'a plus le monopole. Ce repli est désormais défendu par tout l'échiquier politique en France, et il est adopté par bien des gouvernements parce qu'il s'accorde parfaitement avec les intérêts de la grande bourgeoisie. Avec le protectionnisme et la guerre économique que nous sommes tous censés mener, le grand patronat et tous ses politiciens propagent l'idée que nous sommes tous, travailleurs et patrons, pauvres et riches, dans le même bateau français, contre la concurrence internationale.

Mais c'est nous, travailleurs, qui ramons ! C'est à nous qu'il est demandé d'être toujours plus efficaces, plus compétitifs. Dans cette concurrence toujours plus féroce, les actionnaires se goinfrent et les travailleurs servent de chair à canon. De cette guerre économique, à la guerre tout court, il n'y a qu'un pas.

Dans la société capitaliste, la guerre est une institution, au même titre que l'exploitation et les crises. Préparer et faire la guerre fait partie intégrante du boulot de tous les gouvernants bourgeois et de leurs États. C'est la raison d'être de leur armée et de leur état-major.

Par défense de la patrie, les travailleurs pensent à leur famille, à leur maison et à l'amour de leur pays. La bourgeoisie pense, elle, à l'amour de son coffrefort, à sa puissance et à sa



domination ! Alors ne nous laissons pas embrigader !

Sur la question de la défense de la patrie, notre boussole est celle que Trotsky nous a léguée dans le *Programme de transition*, écrit en 1938, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale :

*« Défense de la patrie ? Mais, par cette abstraction, la bourgeoisie entend la défense de ses profits et de ses pillages. Nous sommes prêts à défendre la patrie contre les capitalistes étrangers, si nous garrotons tout d'abord nos propres capitalistes, et les empêchons de s'attaquer à la patrie d'autrui ; si les ouvriers et les paysans de notre pays deviennent ses véritables maîtres ; si les richesses du pays passent de mains d'une infime minorité dans les mains du peuple ; si l'armée, d'instrument des exploités, devient l'instrument des exploités. »*

## Dans le cadre du capitalisme, les travailleurs n'ont pas de patrie !

Autrement dit, nous défendrons la patrie une fois que nous aurons fait la révolution et que nous tiendrons le pouvoir entre nos mains. Comme disait Marx, dans le cadre du capitalisme, les travailleurs n'ont pas de patrie. Notre patrie, ce sera le socialisme à l'échelle internationale.

La menace d'une troisième guerre mondiale n'est plus une hypothèse abstraite et lointaine. Ceux qui dirigent le monde s'y projettent et pas que dans leur tête, puisqu'ils s'arment tous jusqu'aux dents. 413 milliards donc pour l'armée française, près de 300 milliards sur quatre ans pour l'armée allemande, 800 milliards par an pour les États-Unis, 300 milliards pour la Chine, pour ne citer que ceux-là. Cela fait 2 200 milliards à l'échelle planétaire.

On rêverait d'une planification mondiale de 2 200 milliards pour éradiquer la

malnutrition, construire des dispensaires, des routes et des moyens pour lutter contre la sécheresse et le réchauffement climatique. Eh bien, non, c'est la planification des prochaines guerres, des prochains massacres d'une nouvelle plongée dans la barbarie !

La propagande commence par maquiller les véritables causes de la guerre. Demain, si les États-Unis décident d'entrer en guerre contre la Chine, ils ne parleront pas de la guerre autour du lithium, mais prétendront aller sauver Taïwan d'une invasion, ou les Ouïghours d'un génocide ! Ils nous parleront du choc de la démocratie contre la dictature.

Si les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Union européenne s'activent autant pour armer l'Ukraine, ce n'est pas pour sauver la population ukrainienne d'une invasion. Biden ou Macron se moquent encore plus de la vie des ouvriers et des paysans ukrainiens qu'ils se moquent des travailleurs de leur propre pays ! Ils s'activent pour défendre leur influence et assurer leur mainmise sur l'Ukraine contre Poutine qui n'accepte plus de voir l'impérialisme occidental dominer jusqu'à son pré carré.

Pour faire face aux défis qui sont désormais posés à l'humanité, la gestion d'une économie qui est mondialisée et la crise climatique, nous sommes condamnés à coopérer. Cette tâche nous reviendra à nous travailleurs, quand nous aurons réussi à arracher le pouvoir aux politiciens bourgeois et quand nous exproprierez les multinationales de l'énergie, de l'agroalimentaire, de la chimie, de la métallurgie, des télécommunications et que nous les utiliserons pour planifier l'économie rationnellement de façon à éliminer le gâchis et à répondre aux besoins de toute l'humanité !



## Éducation : **Attal, l'art de parler pour ne rien faire**

**Comme tous les ministres de l'Éducation nationale avant lui, Gabriel Attal, le nouveau titulaire du poste, veut sa réforme de l'éducation.**

Et comme tous les ministres avant lui, il cherche à camoufler le vide de sa politique par des phrases sur la baisse de niveau des élèves.

Attal va donc réunir une commission pompeusement intitulée « Exigence des savoirs », composée d'inspecteurs, de recteurs et d'experts. Mais avant même qu'elle soit constituée, il a

annoncé la couleur en remettant au goût du jour les classes par niveau au collège. Quoi de mieux que mettre à part les plus faibles pour cacher l'incapacité de l'Éducation nationale à lutter contre les inégalités scolaires.

Il n'est pourtant nul besoin d'une énième commission pour comprendre pourquoi nombre d'élèves n'arrivent pas à apprendre

à lire et à compter correctement. Pour lutter contre ces difficultés complètement liées aux inégalités sociales, il faudrait vivre dans une société décidée à consacrer ses moyens aux besoins des enfants. Il faudrait raisonner en fonction des intérêts de la population et non en fonction des économies à réaliser pour continuer à subventionner les capitalistes.

Depuis des décennies la répartition des moyens dans l'Éducation nationale est toujours aussi défavorable

aux quartiers populaires, quoi qu'en disent les ministres. De plus, le nombre de professeurs et de salariés n'a cessé d'être réduit. On est arrivé au point qu'aujourd'hui, dans les banlieues populaires, le non-remplacement des enseignants malades ou en congé maternité entraîne des milliers d'heures de cours perdues. Un enfant de Seine-Saint-Denis, par exemple, perd en moyenne – et ce n'est qu'une moyenne – un an de scolarité. Ainsi, il arrive que

certains collégiens n'aient pas cours de français, ou d'histoire, ou de mathématiques durant un an. À cela s'ajoute tout le reste : des locaux insalubres, non chauffés, l'absence d'assistante sociale et d'infirmière, tout contribue à rendre la scolarité des enfants chaotique voire infernale.

L'école est à l'image du reste de l'État : au service des plus riches. Et le ministre est là pour tenter de cacher la misère.

**Aline Urbain**

## Lycée Élixa-Lemonnier : **élèves et personnel réagissent**

**Infesté par des punaises de lit, le lycée Élixa-Lemonnier, à Paris 12<sup>e</sup>, a fait la une des médias. Mais ceux-ci sont beaucoup plus discrets sur la dégradation générale dans laquelle s'enfonce le lycée depuis la rentrée.**

Pour encadrer 1200 jeunes issus de milieux populaires, les surveillants, professeurs, psychologues, agents techniques et administratifs manquent. Les élèves souffrant de troubles psychologiques ou cognitifs sont livrés à eux-mêmes la majorité du temps. Il n'y a qu'un poste et demi d'infirmière et une seule médecin... deux jours par mois ! L'ambiance est chaotique dans les cours, les tensions se multiplient avec violences verbales, menaces physiques contre une surveillante, agressions physiques contre une agente d'accueil, bagarres et même attouchements dans les couloirs.

Il faut croire que, dans cette société, l'éducation de la jeunesse populaire doit se faire avec des bouts de ficelle. Le personnel devrait accepter cette dégradation, ne pas revendiquer et renoncer à installer le calme. Le proviseur refuse donc les mesures de discipline préventive indispensables pour protéger l'enseignement et la collectivité. Les rapports d'incidents sont ignorés ou minorés.

Quand 60 personnes se sont réunies mardi 3 octobre, une participante a ainsi résumé l'état d'esprit

général : « *Je ne me demande pas si un prochain incident aura lieu, mais quand il aura lieu.* » Des élèves, surtout des filles, préparent une assemblée générale pour lutter contre les agressions qu'elles subissent. C'est dans cette mobilisation montante que, mercredi 4 au soir, a été révélée la présence de punaises de lit dans le lycée.

Au lieu des mesures immédiates urgentes, l'État a eu la même réaction que face aux violences : habituer les travailleurs et la jeunesse à accepter en silence. Jeudi 5 octobre au matin, l'envoyé du ministère a donc affirmé que les punaises n'étaient qu'un « désagrément », que le lycée resterait ouvert, et évidemment que les familles et le personnel dont les domiciles seraient contaminés auraient à se débrouiller pour payer la désinfection.

Il a fallu un coup de colère du personnel, des élèves et de leur famille, pour obtenir qu'une désinfection totale soit réalisée pendant le week-end. Les punaises momentanément écartées, reste à obtenir les moyens humains et les mesures d'urgence pour une éducation digne de ce nom.

**Correspondant LO**

## Collège Schœlcher – Kourou : **assez des retards de travaux !**

Au collège Victor-Schoelcher de Kourou, en Guyane, une trentaine d'enseignants ont débrayé lundi 9 octobre pour soutenir leurs collègues de mathématiques. Ces derniers refusent de travailler dans des salles de cours toujours inutilisables après travaux.

Les enseignants se sont mis en droit de retrait pour dénoncer les mauvaises conditions de travail du personnel comme des élèves dans des salles aux murs troués, aux charpentes rongées par les termites et aux prises électriques dangereuses. Dans une salle de sciences physiques, le même jour, un faux

plafond est tombé en plein cours, sans faire de blessé heureusement !

Cette situation est loin d'être unique en Guyane. Dans ce département où beaucoup vivent sous le seuil de pauvreté, l'école souffre du manque de moyens et les promesses du ministre de l'Éducation, Gabriel Attal, de mettre un enseignant devant chaque classe apparaissent comme une mauvaise blague. Il manque des enseignants dans tous les établissements du second degré en Guyane.

L'an dernier, le personnel du collège Schoelcher s'est mobilisé pendant deux mois pour obtenir

la rénovation des locaux. Un défilé de responsables des pouvoirs publics était venu faire une avalanche de promesses. Depuis la rentrée, les salariés du collège constatent que les travaux effectués cet été sont en réalité un cache-misère.

Après avoir manifesté leur colère, les enseignants ont écrit à la Collectivité territoriale de Guyane et au rectorat pour exiger des réponses et un calendrier précis de travaux, leur rappelant qu'ils étaient toujours prêts à se remettre en mouvement si les autorités continuent à s'en tenir à du bla-bla.

**Correspondant LO**

## Paris : le préfet interdit les distributions alimentaires

Le préfet de Paris Laurent Nuñez a décrété mardi 10 octobre l'interdiction pour un mois des distributions alimentaires dans un secteur du nord de Paris regroupant une partie des 10<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissements.

Le prétexte invoqué est que dans ces quartiers « *se retrouvent des migrants, des personnes droguées et des sans-abri* », dicit Nuñez. Le préfet réunit dans sa détestation des pauvres ceux qui ne peuvent plus payer un logement sur Paris même lorsqu'ils ont un emploi, les migrants à la recherche d'une vie meilleure, et les

malheureux pris au piège de la drogue. Pour les autorités, tous « *troubleraient l'ordre public.* »

Interdire ainsi aux associations, ainsi qu'aux habitants de ces quartiers populaires, de fournir toute aide aux plus démunis, à commencer par la

nourriture, est odieux. Où iront-ils, que deviendront-ils ? Peu importe à ce gouvernement de riches pourvu qu'ils ne déparent pas dans le paysage d'un Paris bourgeois et touristique, surtout à quelques mois des Jeux olympiques.

**Marianne Lamiral**



JOSÉPHIN BRUDEVILLE DE PARIS

## Mayotte : pénurie d'eau et cherté de la vie

**Le manque d'eau, la cherté de la vie et l'insécurité pousse la vie quotidienne de la population, des travailleurs et des jeunes de Mayotte. Un regroupement syndical de la fonction publique a appelé à une grève illimitée à partir du 9 octobre.**

Le point d'orgue devait avoir lieu le vendredi 13 octobre dans le cadre de l'appel national, pour une augmentation des salaires, une meilleure protection des agents sur leurs lieux de travail, la sécurisation des

trajets pour s'y rendre ainsi que la fourniture d'eau potable et gratuite à vous.

Lundi matin 9 octobre, quelques centaines de manifestants se sont rendus de la place de la République de Mamoudzou à la préfecture,

au centre hospitalier, au commissariat et au rectorat, pour dénoncer devant ces lieux représentatifs l'incurie de l'État. Il y a de quoi être en rage devant le défilé des ministres et sous-ministres prétendant résoudre la situation de Mayotte à l'aide de déploiement de forces de police, de discours xénophobes et de petites mesures méprisantes, plus profitables sans

doute à leur carrière politique qu'aux habitants de l'île.

Depuis le 18 septembre, l'eau est coupée deux jours sur trois pour cause d'absence d'investissements dans l'entretien du réseau et de production insuffisante d'eau potable, et la population a pour consigne, lors de son rétablissement, de la faire bouillir si elle ne veut pas tomber malade.

Face à la colère d'une population qui n'en peut plus, la Première ministre Elisabeth Borne a annoncé que l'État paierait les factures d'eau des Mahorais jusqu'à la fin de l'année. Ne pas payer pour de l'eau qu'on n'a pas eue, c'est bien la moindre des choses, mais elle oublie juste les factures de gaz et d'électricité qui vont avec!

**Charlotte Dauphin**

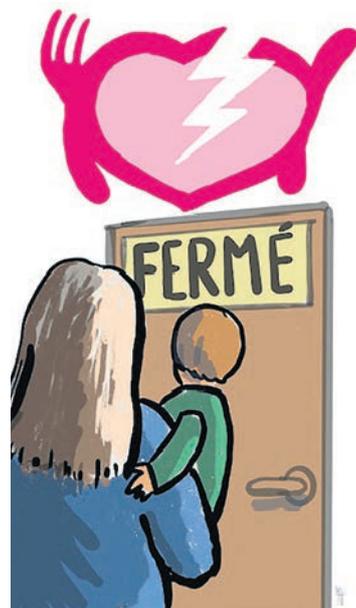
## Restos du cœur : une société qui craque

Les Restos du cœur ont confirmé, le 4 octobre, qu'ils seront contraints de refuser des bénéficiaires dès le mois de novembre, ce qui n'était jamais arrivé depuis leur création. Non seulement l'inflation frappe violemment la classe ouvrière, mais elle met en péril aussi des associations caritatives qui permettent à bien des familles de manger.

La situation des Restos du cœur devient emblématique de cette pauvreté qui s'accroît. Son président, Patrice Douret, poussait un cri d'alarme en septembre, mettant en garde contre la faillite possible de l'association, du fait d'un déficit de 35 millions d'euros. D'un côté, le nombre de repas servis a bondi de 35% entre la

dernière campagne d'hiver, celle de 2022-2023, et la précédente: 200 000 personnes supplémentaires ont frappé à leur porte. De l'autre côté, tous les frais des Restos du cœur, ceux des achats de nourriture et des produits de base, comme ceux du transport et du stockage, ont fortement augmenté. Les subventions des pouvoirs publics, elles, étaient en baisse entre 2020 et 2023. Ce tableau vaut d'ailleurs pour les autres associations qui distribuent des produits de base.

Grâce au vol opéré sur les classes populaires avec la flambée des prix, les plus grands capitalistes s'enrichissent sans limite et leurs fortunes explosent alors que toute la société sombre.



Le bénévolat et la générosité des donateurs individuels ne suffisent plus à la contrebalancer les effets de la guerre sociale.

**Thomas Baumer**

## Aide médicale d'État : qui ruine la Sécu ?

Élisabeth Borne a décidé d'un audit sur l'Aide médicale d'État (AME). Ce dispositif permet en particulier aux étrangers en situation irrégulière résidant en France depuis plus de trois mois, sans ressources suffisantes, de voir leurs frais médicaux, hospitaliers et pharmaceutiques pris en charge par la Sécurité sociale.

En mai 2023, le gouvernement, par la voix de l'ex-ministre de la Santé, reconnaissait que l'AME représentait un peu moins de 0,5% du budget de la Sécurité sociale. Le gouvernement emboîte le pas à tous ceux, de l'extrême droite aux Républicains et à son propre ministre Darmanin,

qui exigent qu'on dénonce le coût prétendument exorbitant des soins accordés aux étrangers sans papiers, voire qu'on supprime l'AME, à la limite en la remplaçant par une aide médicale d'urgence bien plus restrictive.

C'est un cran de plus dans les attaques, non seulement contre les travailleurs étrangers, mais contre l'ensemble des travailleurs, allant de la baisse des remboursements de médicaments à la dégradation de l'hôpital et de la prise en charge des malades.

Au-delà de la démagogie politicienne et électorale sur le thème de l'immigration, c'est affirmer une fois de plus que ce sont les

travailleurs et leurs soins qui coûtent cher à la Sécurité sociale. C'est une escroquerie, un leurre pour faire oublier les milliards qui vont dans les caisses des industriels de la pharmacie au nom du crédit impôt recherche: qu'on se souvienne par exemple des 150 millions par an donnés à Sanofi et de son vaccin arrivé trop tard, et des milliers voire des dizaines de milliers d'euros auxquels ces industriels fixent le prix de certains traitements, que les hôpitaux sont bien obligés de payer s'ils veulent sauver au moins une partie de leurs malades.

**Sylvie Maréchal**

## Punaises de lits : mensonges et incurie

**Vendredi 6 octobre, le gouvernement a tenu une réunion interministérielle sur les punaises de lit. Elles reviennent en force ces dernières années, avec un million d'interventions de désinfection en 2022**

C'est en fait l'approche des JO de 2024 qui fait que la presse s'est intéressée à un problème qui touche des centaines de milliers de foyers, jusqu'aux hôtels de luxe et aux appartements des riches.

Le problème des nuisibles prend une dimension compliquée pour les familles populaires, qui doivent jeter une partie de leurs biens, et ne peuvent changer de logement facilement. Alors que c'est à la charge du bailleur, une grande partie des locataires doit se battre pour faire face à ce fléau, et appeler eux-mêmes des entreprises privées, de détection ou de désinfection. Les dépenses sont évaluées à près d'un million d'euros en moyenne.

C'est pourtant un problème qui devrait se traiter collectivement, comme celui de la présence de cafards, de rats et autres nuisibles, qui peuvent passer d'un logement à l'autre.

Faute de traitement collectif, les punaises reviennent parfois ainsi, ou infestent les parties communes.

Le ministre des Transports a prétendu encore le 4 octobre qu'il n'y avait aucun cas avéré dans les métros ou les trains. Pourtant des cheminots ont dénoncé cette présence. À Dreux, le 29 septembre, ce sont des auxiliaires de vie d'une crèche qui ont détecté la présence des punaises et ont déclenché la désinfection. À Paris, des salariés des cinémas UGC ont témoigné du fait que la direction leur a demandé de mentir aux clients alors qu'elle avait connaissance de l'infection dans certaines de ses salles.

Même sur une question aussi bénigne que la lutte contre les nuisibles, il faut se battre contre la cupidité des capitalistes et leur incapacité à donner une réponse aux problèmes de la société.

**Charles Legoda**



## Communes : L'assurance assure ses profits

Sous prétexte de « faire face au risque de répétition » « des émeutes et mouvements populaires », comme celles qui ont eu lieu après la mort du jeune Nahel, la SMACL Assurances, société qui assure une grande partie des collectivités locales, a comme ses semblables décidé de frapper ces dernières au porte-monnaie. En définitive, ce seront donc les habitants qui vont en pâtir.

Pour le directeur de la société, il s'agirait de survie, puisque parmi les collectivités touchées par les destructions de cet été, 75 % sont sociétaires de la SMACL qui se trouve à supporter 65 millions d'euros de remboursements, sans compter un déficit prévu sur l'année. La SMACL, détenue à 86 % par la MAIF, s'est donc, tout en lançant un appel à l'État, retournée contre les collectivités assurées. Certaines, mises au pied du mur, ont vu

leur contrat résilié, d'autres ont reçu un avenant leur imposant de nouvelles clauses les prenant à la gorge.

C'est le cas de la mairie d'Arcueil, dans le Val-de-Marne, qui a dû financer 35 000 euros de réparations des bâtiments municipaux et va voir, à la suite de l'avenant, sa franchise passer de 1 500 euros à deux millions d'euros. D'autres municipalités, telle celle du Petit-Quevilly, ont dû se débattre pour ne pas se retrouver

sans assurance au moment de la rentrée.

Pour ne parler que de la SMACL, dont le bénéfice en 2022 -5,3 millions d'euros- a grimpé d'environ 20 % par rapport à l'année précédente, il n'est visiblement pas dans sa logique de venir en aide aux équipes municipales en difficulté, mais plutôt de continuer à prospérer malgré les budgets en baisse de ces dernières. Quant au gouvernement, qui a allègrement puisé dans l'argent nécessaire au fonctionnement des collectivités locales pour abonder le flux de subventions au grand patronat, avec le « quoi qu'il en coûte », il tourne pudiquement la tête.

Viviane Lafont

## Besançon : jeunes migrants à la rue

Mercredi 4 octobre, la police municipale a évacué un camp de migrants à Besançon.

Elle a profité du moment où les occupants se rendent à la distribution de repas organisée par une association, pour confisquer leurs tentes et leurs effets personnels.

Les 27 jeunes migrants étaient à la rue depuis fin septembre. Le conseil départemental du Doubs, qui a la responsabilité de prendre en charge les mineurs, a en effet décrété qu'ils ne

l'étaient pas, alors que les services de l'État, eux, ne les considèrent pas majeurs ! La plupart de ces jeunes non accompagnés viennent de Guinée ou de Côte d'Ivoire. Après de longs mois de voyage dans des conditions insupportables et dangereuses, ils sont arrivés en Italie et ont choisi de poursuivre jusqu'en France dont ils parlent la langue.

Ils se heurtent à cette situation ubuesque, où les institutions se renvoient la balle pour ne pas avoir à les prendre en charge, tandis que le 115 refuse de les héberger, ne serait-ce que le temps que leur situation soit examinée. Cette inhumanité, censée décourager des jeunes ayant tout risqué pour trouver une vie meilleure, est à l'image de la société.

Correspondant LO



## Pesticides : système empoisonné

Pour la première fois en France, le fonds d'indemnisation des victimes de pesticides a reconnu le lien entre les sévères malformations d'un jeune homme et l'exposition de sa mère à un pesticide puissant pendant sa grossesse.

Il lui aura fallu des années de combat judiciaire pour aboutir à l'indemnisation de son fils. L'indemnité d'un millier d'euros par mois ne sera pas de trop pour l'aide aux soins et le confort de vie de ce jeune de 16 ans, qui a déjà subi 54 interventions chirurgicales et a toujours besoin d'une trachéotomie pour respirer.

En 2018, la famille du jeune a attaqué en justice les sociétés Novajardin, propriétaire de la marque sous laquelle était commercialisé le pesticide Glyper, et Monsanto, rachetée par Bayer, celle-ci étant productrice de sa substance active, le bien connu glyphosate. De nombreuses autres victimes de l'usage de ces produits continuent de se battre pour

que le lien entre les pesticides et leurs pathologies ou celles de leurs enfants soit reconnu et pour l'interdiction des substances les plus dangereuses, à commencer par le glyphosate.

Quant aux trusts de la chimie, ils déploient toute leur puissance financière et industrielle pour manœuvrer afin de continuer à vendre leur poison si profitable. Le débat entamé le 12 octobre par les États membres de l'UE sur la ré-autorisation du glyphosate en Europe illustre, comme bien d'autres scandales sanitaires, de l'amiante au chlordécone, que les industriels peuvent compter sur le soutien des institutions.

Nadia Cantale

## Valeo - Étaples : toujours plus de chômage

Valeo à Étaples, dans le Pas-de-Calais, l'usine qui produit des alternateurs pour tous les constructeurs automobiles, tourne de plus en plus au ralenti.

Jeudi 21 septembre, un mail de la direction annonçait une RTT imposée pour une partie de la production le lendemain, à cause du manque de fils de cuivre, disait-elle. Même chose une semaine plus tard, et cette fois sans même donner un prétexte. Les ingénieurs et techniciens des bureaux et laboratoires

ont aussi été concernés par ces arrêts avec deux jours de RTT imposés en septembre. La même chose est annoncée pour le mois d'octobre.

La direction compte aussi imposer du chômage partiel en APLD (Activité partielle de longue durée). Cela fait une perte de salaire, même si les APLD

sont payées à hauteur de 80 %... par l'État bien sûr ! Et tout cela n'est pas assez pour la direction car, en plus, elle incite les salariés à prendre des congés.

Dans le contexte de crise économique, de la baisse ou de la fluctuation des carnets de commande, la direction fait tout supporter aux travailleurs. Et si demain il faut produire à fond, elle n'hésitera pas à imposer des heures supplémentaires.

Correspondant LO



## Automobile : de l'électricité dans l'air

Sans doute à la grande satisfaction des dirigeants de Stellantis, de Renault et de Volkswagen, qui en étaient demandeurs, la Commission européenne a lancé, le 4 octobre, une enquête anti-subsidations contre les constructeurs automobiles chinois.

Cette enquête, qui durera quelques mois, doit prouver que les constructeurs chinois sont subventionnés « illégalement », ce qui permettra à la Commission européenne de relever les taxes sur les véhicules importés. La référence est les États-Unis, où les voitures électriques importées de Chine sont taxées à 27,5 %, contre 10 % actuellement en Europe. Des dizaines de milliards sont en jeu. Alors que les constructeurs européens réorientent leur appareil de production vers les véhicules électriques, en supprimant des dizaines de milliers d'emplois au passage, les véhicules chinois représentent pour leurs profits une menace intolérable.

En Chine, BYD, à l'origine spécialisé dans la production de batteries, vient de déloger Volkswagen de la première place des ventes. BYD a écoulé près de 2 millions de voitures électrifiées l'an dernier, dont la moitié 100 % électriques, et compte dépasser Tesla. Et, selon une enquête de la banque UBS, ces véhicules seraient 25 % moins chers que les véhicules européens. UBS prévoit dans ces conditions un « tremblement de terre » à l'horizon 2030, les constructeurs chinois raflant 20 % de parts de marché en Europe, contre 3 % aujourd'hui.

Pour protéger ses capitalistes, le gouvernement français a déjà pris une initiative, en cherchant à

exclure les voitures made in China du bonus écologique de 5000 euros pour l'achat d'une voiture électrique à partir de 2024. Au niveau européen, les constructeurs cherchent à obtenir un relèvement des tarifs douaniers. La Commission européenne affirme détenir d'ores et déjà des preuves attestant que les fabricants chinois bénéficient de subventions dites illégales. Comme si les fabricants européens ne bénéficiaient pas aussi de subventions par de multiples canaux : la mise en place du réseau de bornes de recharge électrique, les aides à l'achat de véhicules électriques et autres bonus écologiques, les subventions aux entreprises, comme le Crédit impôt recherche en France. En matière de subventions, tous les États procèdent de la même manière : les milliards coulent à flots pour



Usine de production automobile à Shanghai en Chine.

les entreprises et la note est présentée aux populations, en rognant sur les hôpitaux, les écoles, les retraites.

Les mesures vers lesquelles s'oriente la Commission européenne vont, à la suite de celles prises aux États-Unis, dans le sens d'une montée du protectionnisme. Elles sont le reflet d'une guerre économique de plus en plus vive. Le journal *Les Echos*, annonçant le 9 octobre, non pas la reconversion du site Ford Sarrelouis en Allemagne, mais sa fermeture, titrait qui « *Les surcapacités industrielles menacent en Europe* ». En réalité, entre les États-Unis,

l'Europe et la Chine, ces surcapacités semblent menacer toute la planète, au point que tous cherchent à « *manger dans la gamelle du voisin* », selon le mot de Tavares, PDG de Stellantis, en 2020.

Le protectionnisme ne protège que les profits des capitalistes, pas les travailleurs. Pour conserver leurs profits au plus haut, les trusts aggravent l'exploitation, licencient, bloquent les salaires. Ils mettent aussi chacun à contribution leur propre État, pour qu'il protège leur marché de la concurrence.

Serge Benham

## Ehpad – Sauveterre : non à la fermeture !

Le groupe Korian, numéro un européen des Ehpad, a décidé de fermer son établissement de Sauveterre, en Gironde, qui compte 26 salariés et 40 résidents. Pour les résidents, cette décision signifie déménager, de force, dans d'autres Ehpad très éloignés. Et pour les salariés elle signifie devoir partir travailler dans un autre établissement du groupe, parfois loin de chez eux, ou bien être licenciés.

Entre 2020 et 2022, Korian a augmenté de 80 % son bénéfice net, dépassant les 117 millions d'euros. C'est pour accroître encore les dividendes de ses actionnaires

que sa direction a décidé de fermer l'établissement de Sauveterre, pas assez rentable à ses yeux.

Les travailleurs et la population ont mille fois raison de refuser le diktat de Korian. Tous les jours, les salariés manifestent devant

l'établissement et interpellent voitures et passants. Samedi 8 octobre, plus de 500 personnes ont manifesté dans Sauveterre aux cris de « Les fossoyeurs sont de retour » et « Korian fossoyeur, ARS complice ».

Correspondant LO



## Les Sables-d'Olonne : l'ophtalmologie ensablée

Aux Sables-d'Olonne, le seul cabinet d'ophtalmologie qui accepte de nouveaux patients organise une opération rendez-vous chaque premier jour ouvrable du

mois. Le 2 octobre, les premiers prétendants sont arrivés dès 5 heures du matin, pour décrocher un éventuel rendez-vous... en juin 2024!

« *La vue, c'est la vie* »,

disait une publicité. Une publicité décidément très en avance sur les possibilités de l'organisation médicale dans ce pays.

Correspondant LO

## Aéroports et autoroutes : à la fin c'est l'utilisateur qui paye

Lors de la présentation du projet de budget 2024, Bruno Le Maire avait annoncé une nouvelle taxe sur les autoroutes et les grands aéroports, afin de financer les transports moins polluants comme le train.

Il avait alors assuré que la mesure visant les profits réalisés par les compagnies gestionnaires de ces infrastructures ne se répercuterait pas sur l'utilisateur. Il est clair aujourd'hui qu'il n'en sera rien.

Le lendemain de l'annonce, le président de l'Union des aéroports français mettait les choses au point en déclarant sur Franceinfo que, pour cette taxe, il y aurait « *une possibilité de la répercuter sur les compagnies aériennes tout d'abord, puis de ces compagnies sur les passagers* ». En conséquence, le groupe Aéroports de Paris (ADP) prévoit de répercuter environ 75 % de cette taxe sur les compagnies aériennes dans les deux ou trois ans qui viennent. En clair, il n'est pas question de prendre

sur les profits d'ADP qui se montent déjà à 211 millions d'euros entre janvier et juin 2023, en hausse de 31,8 % sur un an.

Le procédé sera visiblement le même du côté des sociétés d'autoroutes. « *Une hausse des taxes, c'est inévitablement une hausse des tarifs des péages* », a déclaré le président du groupe Vinci autoroutes. La partie autoroutes de ce groupe rapporte un bénéfice net de 2,2 milliards d'euros, et il n'est pas question qu'il diminue.

Bruno Le Maire voulait faire croire qu'en cette période d'inflation les contribuables ne seraient pas taxés davantage. Il s'est rapidement avéré que la réalité serait tout autre, et il le savait très bien.

Daniel Mescla

## La Poste – Paris Brune : les postiers voient rouge

Depuis le début du mois d'octobre, 80 postiers du centre Paris 5-13, qui vient de fermer, ont dû rejoindre ceux du 14<sup>e</sup> arrondissement. Ce déménagement ne s'est pas fait de gaité de cœur.

L'éloignement des lieux de tournée situés dans les 5<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arrondissements de Paris a dégradé considérablement les conditions de travail. La place manque à l'intérieur du centre comme sur les quais, qui doivent être partagés par les chauffeurs de trois arrondissements. Le personnel et le temps manquent dans tous les services pour faire son travail correctement, sans dépasser ses horaires. Par exemple les chauffeurs qui doivent livrer le courrier dans les « îlots » de facteurs, relever les boîtes jaunes, livrer le courrier et les paquets aux gardiens, perdent 40 minutes dans la circulation parisienne, au lieu de 20 minutes prévues pour arriver à leur premier

point de distribution. Du coup, dans le centre, le courrier et les paquets en retard se sont accumulés et le mécontentement aussi, au point de provoquer la colère.

Jeudi 5 octobre, quelques-uns ont craqué et décidé de rentrer chez eux. La nouvelle s'est répandue très vite et petit à petit, par groupes, une cinquantaine de postiers de Paris 5-13 se sont retrouvés sur le boulevard Brune, ainsi que quelques collègues du 14<sup>e</sup> arrondissement venus voir ce qui se passait. Les membres de la direction, visiblement paniqués, ont fini par sortir et ont dû écouter ce que les postiers avaient à dire : ils en ont assez de venir au travail la boule au

ventre, de ne plus avoir le temps de faire un travail correct, de rentrer chez eux lessivés... Mielleuse, la direction a proposé qu'ils fassent avec leur encadrant la liste de ce qui n'allait pas. Pas dupes de la manœuvre, ils ont refusé, la direction étant au courant depuis des mois des remontées faites par le personnel sur les conséquences de cette réorganisation.

Puisque la direction voulait que les travailleurs rassemblés listent leurs revendications, ceux-ci ont exigé que la journée de grève soit payée pour avoir le temps de le faire. Cela a été accepté et c'est donc en salle de pause que la cinquantaine de postiers se sont retrouvés pour discuter et voter la liste de ce qu'ils voulaient, et de ce qu'ils ne voulaient plus. Un permanent du syndicat Sud, en contact téléphonique avec la direction parisienne,



JOFFREY VOVOS LP

a bien tenu à déclarer que, si le travail ne reprenait pas, la prime de réorganisation serait perdue, mais cela n'a impressionné personne.

Les postiers mobilisés sont allés tous ensemble porter cette liste de leurs demandes au directeur, qui s'attendait, lui, à recevoir les représentants syndicaux. Mais ils ont fait savoir qu'ils refusaient de s'asseoir autour de la table pour discuter avec des gens qui agitaient des menaces, laissant

seul le directeur avec ses chefs et les permanents syndicaux.

À la fin de la matinée, la direction a fait savoir qu'elle acceptait d'embaucher des renforts provisoires et de prendre quelques mesures pour alléger la charge de travail. Si tout n'est pas réglé, les cinquante postiers ont pu reprendre le travail le lendemain en étant fiers d'avoir eu cette réaction salubre.

**Correspondant LO**

## La Redoute Quai 30 – Wattrelos : les rappels à l'ordre ne passent pas

Le site de Quai 30 de La Redoute à Wattrelos, dans le Nord, est celui d'envoi des colis essentiellement textiles. Environ 400 travailleurs s'y relaient en deux équipes en semaine et deux équipes en week-end, matin et après-midi. Les conditions de travail y sont très pénibles.

La direction cherche à imposer un rythme intense, les pauses sont rognées, le flicage antiportable, anti-discussion entre collègues s'intensifie. Les propriétaires de La Redoute sont depuis 2017 les mêmes que ceux des Galeries Lafayette,

les Moulin-Houzé, 41<sup>e</sup> fortune de France. Ils en sont même devenus propriétaires à 100% depuis 2022. Les deux ex-cadres dirigeants, Balla et Courteille, leur ont revendu leurs parts et ont empoché un pactole qui tournerait autour de

250 millions d'euros chacun. Les hauts cadres ont aussi touché des millions d'euros, et quelques travailleurs, qui avaient misé une centaine d'euros, ont eu autour de 100000 euros. C'est autour d'un milliard créé par le travail de tous qui a ainsi été empoché par cette minorité. Par contre, la hausse de salaire octroyée à tous les salariés cette année a été de... 53 euros net.

En 2023, la crise et l'inflation ont frappé l'activité. Dès la reprise à 100% par les Moulin-Houzé, un plan de réduction du personnel a été mis en place pour se débarrasser des plus anciens. Ils ont proposé des reconversions à ceux dont les métiers sont dits fragilisés. Des départs volontaires indemnisés à 70% puis à 80% de l'ancien salaire jusqu'à la retraite ont été proposés, et des salariés épuisés sont partis, mais ils n'ont pas été remplacés.

Dans ce contexte, l'acharnement de la hiérarchie à faire travailler toujours plus les salariés qui restent à Quai 30 s'est accentué. Les courriers pour rappel

à l'ordre se multiplient. Ils sont souvent liés à des questions de productivité. Dernièrement, quatre travailleurs ont été injustement convoqués à des entretiens disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement. La direction leur reproche de ne pas avoir travaillé sur un troisième poste au picking (ex-ramassage). Ils avaient effectivement exprimé collectivement leur mécontentement au sujet des trois postes à tenir que la direction voudrait imposer, alors que deux sont déjà trop. À voir le nombre d'arrêts maladie, d'inaptitudes et de maladies professionnelles, c'est vouloir user encore plus pour éjecter de l'entreprise les travailleurs qui restent.

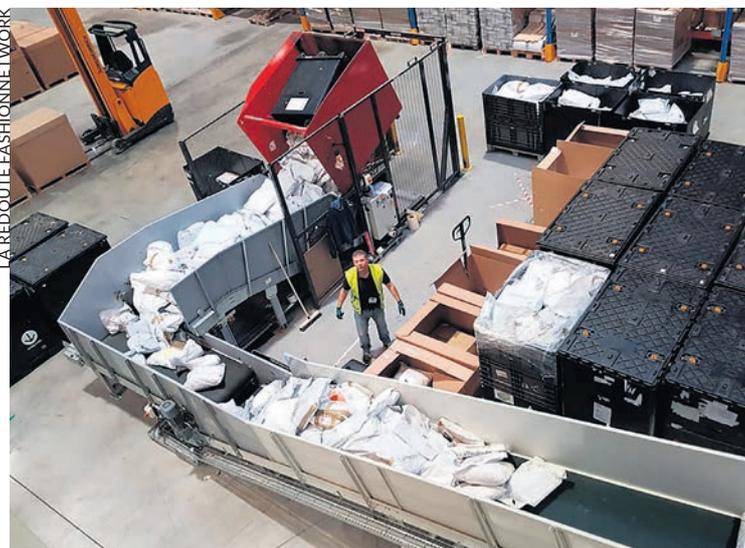
Mercredi 4 octobre au matin, 55 travailleurs sur les 80 présents ont débrayé pour accompagner deux collègues et dénoncer cette politique répressive. Le vendredi matin, ils étaient encore plus nombreux pour l'entretien des deux autres collègues. L'après-midi, encore une trentaine de salariés des équipes ont arrêté

le travail. La hiérarchie a été surprise de cette mobilisation à laquelle elle ne s'attendait pas et ça a fait plaisir à tous les participants.

Lors des débrayages, le responsable du site a parlé de la baisse actuelle de la rentabilité de l'entreprise, pour souligner la nécessité de maintenir un fort taux de productivité sur le site. C'est donc avouer que cette politique répressive serait à relier aux difficultés annoncées récemment par le directeur général de La Redoute. Dans la course à la rentabilité pour augmenter ou maintenir les profits, la recette des patrons est toujours la même : réduire la masse salariale en supprimant le maximum d'emplois et en répartissant la charge de travail sur ceux qui restent.

Toutes les annonces volontairement alarmistes sonnent comme un avertissement aux travailleurs de La Redoute. Ils doivent se préparer à se défendre, comme ils l'ont déjà fait plusieurs fois dans le passé.

**Correspondant LO**



LA REDOUTE FASHIONNETWORK

La Redoute Quai 30 traitement des retours.

# Marelli - Argentan : usine fermée, 167 travailleurs licenciés

En janvier dernier, les travailleurs de Marelli, à Argentan, dans l'Orne, avaient réagi par une grève de trois semaines et marqué leur colère contre la menace de fermeture de leur usine et le transfert de l'activité en Slovaquie. La direction avait alors repoussé sa décision d'un an.

Aujourd'hui, la fermeture du site a été officialisée pour début 2024, ainsi que celle de deux autres établissements. À Argentan, les travailleurs ont été unanimes à réagir, 165 sur 167, par deux jours de grève. Marelli est un équipementier automobile qui fabrique des alternateurs, des

batteries, des boîtiers qui alimentent en air les moteurs à essence à Argentan, des feux arrière sur l'autre site. Celui-ci est implanté à Saint-Julien-du-Sault dans l'Yonne, et emploie 125 travailleurs. Sa fermeture est aussi annoncée ainsi que celle du site italien de Crevalcore.

Loin d'être une PME, Marelli, comprend 170 sites et est implanté sur les cinq continents, au plus près des constructeurs automobiles qu'il fournit, dont Renault, Stellantis, Volkswagen et BMW. Il a longtemps fait partie du groupe Fiat, qui l'a vendu en 2018 à l'un des plus gros fonds d'investissement américains, KKR. Depuis, KKR procède à des restructurations et à des licenciements à grande échelle. Marelli, qui réalise un chiffre d'affaires mondial de plus de 8 milliards d'euros, a

ainsi vu ses effectifs passer de 62 000 salariés en 2019 à 50 000 aujourd'hui.

Alors, quand la direction de Marelli à Argentan affirme par voie de presse que l'usine « a généré une perte cumulée de 28 millions d'euros entre 2018 et 2022 », les travailleurs ne peuvent le ressentir que comme une provocation. Ceux d'Argentan, comme tous les salariés du groupe, ont permis par leur travail l'enrichissement des actionnaires, tout en subissant une baisse continue de leurs

effectifs, passant de 320 en 2010 à 210 en 2017, et à 167 maintenant.

Si c'est KKR qui licencie aujourd'hui, c'est aussi la riche famille Agnelli, propriétaire de Fiat et aujourd'hui associée à la famille Peugeot dans le groupe Stellantis, qui a largement profité du travail des salariés de Marelli. Ceux-ci sont en droit d'exiger de tous ces licenciés le maintien de leurs emplois et en tout cas de leurs salaires.

Correspondant LO

## Saverglass - Arques: Monopoly capitaliste

Entreprise spécialisée dans la production de bouteilles de luxe pour les boissons alcoolisées, Saverglass a une usine implantée à Arques, dans le Pas-de-Calais sous le nom d'Alphadec... et un nouveau propriétaire qui a déjà déclaré qu'il avait identifié 15 millions d'euros d'économies à faire. Autrement dit, c'est encore aux travailleurs que les patrons vont vouloir présenter la note.

Le groupe possède d'autres sites de production en France ainsi qu'une usine aux Émirats arabes

unis, une en Belgique et une au Mexique. En tout, Saverglass emploie 4 000 personnes dans le monde. Il était jusqu'ici propriété du fonds d'investissement Carlyle, qui déclare gérer 385 milliards de dollars d'actifs à travers le monde. Avant cela, le groupe est passé, entre autres, dans les mains du verrier Saint-Gobain et dans celles du fonds d'investissement Astorg, consortium dans lequel on retrouvait Natexis et le Crédit agricole. Saverglass est maintenant la propriété d'Orora, un groupe industriel

australien spécialisé dans les emballages. Pour s'en emparer, Orora a déboursé 1,3 milliard d'euros. Pour les anciens actionnaires, c'est le jackpot puisqu'ils récupèrent le double de la somme mise sur la table lors de l'achat en 2016, en plus des profits amassés ces sept dernières années.

Dans ce grand Monopoly capitaliste, les travailleurs auront en revanche à faire respecter leurs intérêts avec leurs moyens : ceux de la grève et de la mobilisation collective.

Correspondant LO



Rassemblement devant l'usine d'Arques en mars 2022.

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière |       | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| Destination           | 6 mois         | Un an | Un an           |
| France, Outre-mer     | 25 €           | 50 €  | 18 €            |
| Outre-mer avion       | 33 €           | 65 €  | 20 €            |
| Reste du monde        | 43 €           | 85 €  | 25 €            |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Afghanistan : l'impérialisme plus meurtrier qu'un séisme

Plus de 2 400 personnes sont mortes suite au séisme de magnitude 6,3 qui a touché l'Afghanistan le 7 octobre, plus précisément le nord-ouest du pays, dans la province d'Herat. Et le bilan est comme toujours provisoire.

Dans les zones rurales et montagneuses, des glissements de terrain se sont produits. Selon l'ONU, 100% des maisons ont été détruites dans les villages les plus pauvres du district rural de Zende Jan, situé à quelque 30 kilomètres au nord-ouest de la ville d'Herat, dont la plupart des maisons sont constituées de briques de terre séchées au soleil et de poteaux de soutien en bois. Des milliers de personnes n'ont donc plus de toit. L'Organisation mondiale

de la santé (OMS) estime que 11 000 personnes ont été affectées par le séisme et ses répliques. Les rares infrastructures ont été détruites. C'est « une crise qui s'ajoute à une autre crise » pour reprendre les mots de l'ONG Save the Children.

Les talibans, revenus au pouvoir en 2021, se sont surtout employés à maintenir une chape de plomb sur toute la société, et sur les femmes en particulier. La fin des aides économiques internationales a aggravé



AP/EBRAHIM NOROOZI

une crise qui avait commencé bien avant leur arrivée au pouvoir.

Le pays a subi en effet des décennies d'interventions militaires menées par l'Union soviétique entre 1979 et 1989 et par les puissances impérialistes, dont la France et les États-Unis. Ces derniers ont d'abord soutenu les talibans, comptant sur eux pour maintenir l'ordre, avant de les désigner comme

ennemis à abattre, et de déclencher la guerre sous le prétexte de combattre le terrorisme, écrasant le peuple afghan sous une pluie de bombes. Puis après vingt ans d'une guerre ayant coûté des centaines de milliards de dollars, fait des dizaines de milliers de victimes, détruit des villages, des hôpitaux, semé la terreur avec les bombes à fragmentation, les États-Unis ont dû plier

bagage, laissant derrière eux un pays dévasté.

Les tremblements de terre font bien des dégâts et ont des conséquences dramatiques. C'est encore pire quand ils surviennent alors que les puissances impérialistes, les États-Unis, mais aussi la France, ont détruit le pays durant des décennies, faisant encore bien plus de dégâts.

Aline Retesse

## Union européenne : toujours plus de répression anti-migrants

Au sommet du Conseil européen à Grenade en Espagne, vendredi 6 octobre, la question de l'élargissement de l'Europe à de nouveaux pays a surtout montré les divergences entre les membres de l'Union européenne.

Les représentants des vingt-sept pays se sont en revanche accordés à la majorité sur un nouveau règlement de ce qu'ils appellent la question migratoire, tous voulant réduire le nombre de migrants. Discuté depuis des années et devant être soumis au Parlement européen dans quelques semaines, leur texte n'a cessé de se durcir contre les réfugiés. Et l'arrivée mi-septembre de 10 000 migrants en trois jours à Lampedusa,

qui n'aurait même pas dû susciter la moindre difficulté d'accueil au sein de l'Europe, leur a fourni un nouveau prétexte pour franchir une étape supplémentaire dans le rejet des migrants.

La plupart des mesures sont déjà pratiquées par certains pays ou par l'Union européenne (UE) elle-même. Il s'agit de les aggraver et de les financer. Le nouveau règlement préconise ainsi de multiplier les accords de réadmission imposant aux pays d'émigration comme aux pays de transit de reprendre, lorsqu'ils sont expulsés, leurs ressortissants ou les migrants qui les auraient traversés. Ces accords peuvent être « informels et confidentiels » pour éviter la pression de l'opinion publique. La délivrance de visas et le montant de l'aide au développement sont autant de moyens de pression pour obtenir leur signature. L'UE préconise de surcroît, pour les migrants parvenus à ses frontières, une procédure d'asile accélérée dans certains pays, et l'expulsion dans un délai maximum de

douze semaines s'ils sont déboutés. Ces migrants seraient entre-temps considérés comme n'étant pas entrés dans l'UE et à ce titre enfermés dans des installations frontalières, y compris s'il s'agit d'enfants. Le rôle de Frontex serait renforcé, non seulement pour empêcher les migrants de pénétrer dans l'UE mais aussi pour prendre en charge leur expulsion. Le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures de l'UE serait encouragé. Enfin, et c'est à vrai dire le seul point qui n'ait pas fait consensus, une répartition entre les pays de l'UE des migrants ayant réussi à franchir ce parcours du combattant a été formalisée. Au cas où un pays serait soumis à une arrivée « massive » de migrants, les autres États de l'UE pourraient soit prendre en charge l'examen des demandes d'asile et donc éventuellement accueillir les réfugiés, soit participer au financement de la machine à expulser.

Cet accord sur la « question migratoire », résultat d'une bataille de chiffonniers cyniques, est l'expression de la barbarie d'un monde dirigé par la bourgeoisie et ses représentants.

Inès Rabah

## Groenland : des femmes réclament réparation

Lundi 2 octobre, 67 femmes groenlandaises ont envoyé une lettre au gouvernement du Danemark pour exiger une compensation de 40 000 euros parce que ce dernier leur avait imposé la pose d'un stérilet dans les années 1960.

En effet, des années après avoir mis fin officiellement à la colonisation du Groenland, le gouvernement du Danemark prétendait limiter la démographie de cette partie du royaume peuplée en majorité par les Inuits. Les naissances étaient, selon lui, trop nombreuses et coûtaient cher au royaume en construction d'écoles et de frais divers. Le racisme à l'égard des Inuits, le mépris colonial ont conduit à imposer des stérilets à des mineures, sans même le consentement de leurs parents.

Ainsi, sur une population de 9 000 femmes en âge de procréer, 4 500 d'entre elles, avec ou sans leur consentement, se sont vu poser un stérilet entre 1966 et 1990. Des jeunes filles de 14 ans, qui n'avaient jamais eu de

rapports sexuels, ont subi la pose de ce dispositif qui, pour certaines, les a rendues stériles. D'autres ont eu des grossesses extra-utérines. Des femmes qui se croyaient stériles ont fini par apprendre, en consultant un gynécologue, qu'elles avaient un stérilet.

Le gouvernement danois a promis d'ouvrir une enquête sur ce scandale. Mais il ne s'agit pas d'un cas spécifique au Danemark. C'est même une caractéristique fréquente des puissances coloniales d'avoir voulu réguler la natalité des peuples colonisés. En France, dans les mêmes années, alors que l'avortement était interdit, le gouvernement gaulliste a lancé une campagne d'avortements forcés et de stérilisations à La Réunion dont 3 000 femmes pauvres auraient été victimes. Avec le même mépris, le gouvernement déportait des centaines de jeunes en métropole.

Le colonialisme n'a pas fini d'empoisonner la vie des peuples.

Aline Urbain

